



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 3971

Texte de la question

SIDÉRURGIE LORRAINE

M. le président. La parole est à M. Michel Liebgott, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Michel Liebgott. Ma question s'adresse à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

Pour la sidérurgie lorraine, les mois se suivent et se ressemblent : à l'image de pans entiers de l'industrie française, elle n'en finit pas de connaître mauvais coups sur mauvais coups.

Hier, ArcelorMittal a de nouveau repoussé *sine die* le redémarrage des hauts-fourneaux de Hayange.

Les 3 000 salariés d'ArcelorMittal Lorraine et ceux de très nombreuses sociétés de sous-traitance, oubliés des accords de chômage partiel, les syndicats, les élus locaux et tout un bassin de vie se demandent si ce n'est pas le début de la fin. Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, la France a perdu un emploi industriel sur dix. Les hauts-fourneaux sont, paraît-il, fermés provisoirement. Mais peut-on encore vous croire, après l'épisode Gandrange ? Monsieur le ministre, vous êtes venu récemment en Lorraine pour affirmer votre solidarité, mais avec les dirigeants d'ArcelorMittal. Vous n'avez pas mis les pieds à Hayange, sur le site industriel concerné ! Comment pouvons-nous encore vous faire confiance ? Le Président de la République lui-même n'a pas tenu ses promesses en terre lorraine.

Pourtant, le groupe ArcelorMittal a réalisé, en 2011, 2,3 milliards de dollars de bénéfices, car il préfère spéculer sur le marché des matières premières plutôt que de pérenniser des hauts-fourneaux et des sites industriels. Vous savez qu'un projet expérimental de captage-stockage de CO2 peut sauver la sidérurgie lorraine. Des fonds européens sont nécessaires. François Hollande a rencontré José Manuel Barroso à ce sujet. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Quand M. Sarkozy, qui l'avait promis après la fermeture de Gandrange, rencontrera-t-il José Manuel Barroso pour lui en parler ? Quand allez-vous enfin changer votre politique d'allégeance aux grands groupes, et exiger d'ArcelorMittal, dont le propriétaire est la cinquième fortune mondiale, qu'il respecte ses engagements à Hayange, ce qu'il n'a pas fait à Gandrange ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député, pour ce qui concerne Gandrange, tout d'abord, j'y suis allé il y a quelques semaines et j'ai montré très précisément que tous les engagements qui avaient été souscrits par Luc Chatel, lorsqu'il était ministre de l'industrie, avec ArcelorMittal avaient tous été scrupuleusement respectés, et les socialistes qui m'accompagnaient lors de cette visite ne l'ont pas contesté, pas plus que les journalistes. Par conséquent, vous faites preuve d'une mauvaise foi absolue. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Lemasle. Gandrange, c'est fini !

M. Éric Besson, *ministre*. Et c'est très compliqué, évidemment, de le faire *a posteriori*.

Pour ce qui concerne Florange - et le sujet est d'actualité, puisque Xavier Bertrand et moi-même avons reçu ce matin le PDG d'ArcelorMittal France, M. Hervé Bourrier -, les choses sont contraignantes puisqu'en droit français, c'est le comité d'entreprise qui doit être informé le premier. Mais puisqu'une dépêche vient de tomber et que c'est la direction qui le dit, je la cite : " Le projet qui sera présenté au comité central du 23 février 2012 porte

sur la prolongation de la suspension temporaire d'une partie des installations de Florange...

M. Christian Eckert. Et voilà !

M. Éric Besson, *ministre*. ...pour le deuxième trimestre de l'année 2012, ainsi que sur le maintien de l'ensemble des mesures permettant le redémarrage des installations lorsque les conditions de marché le permettront ". Nous avons obtenu ce matin, avec Xavier Bertrand, la confirmation que tous les efforts de maintenance seraient poursuivis pour permettre le redémarrage. Voilà ce qu'est l'actualité.

M. Christian Eckert. C'est du pipeau !

M. Éric Besson, *ministre*. Quant au projet Ulcos, très sincèrement, je n'ai pas envie de polémiquer sur un sujet qui touche directement les salariés, mais sachez que notre mobilisation est totale. Nous nous sommes engagés à mobiliser, dans le cadre des investissements d'avenir, plus de 150 millions d'euros. Nous travaillons avec la Commission européenne et je suis allé voir personnellement les trois commissaires concernés. La visite de François Hollande était un peu saugrenue, au mieux inutile, au pire contre-productive ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3971

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 février 2012